



CSAL du 7 octobre 2025

Communiqué

Les orientations budgétaires présentées par le dernier gouvernement le 15 juillet ont précipité sa chute. Pour rappel, elles cumulaient régressions sociales et attaques contre le monde du travail, les retraités et les malades. Concrètement, cela signifiait deux jours fériés supprimés, des milliers d'emplois publics sacrifiés, le gel des rémunérations des agents publics, des retraites et des prestations sociales, le doublement des franchises médicales et la remise en cause de la 5ème semaine de congés payés...

Malgré le climat d'instabilité, les politiques d'austérité massivement rejetées par la population et par les fonctionnaires se poursuivent. L'ex-nouveau premier ministre, Sébastien Lecornu, a refusé de répondre aux exigences de l'intersyndicale.

Les 10 et 18 septembre ainsi que le 2 octobre, des centaines de milliers de personnes dont des personnels de la DGFIP ont exprimé leur colère et manifesté leur mécontentement et leur désaccord avec cette politique et ces choix budgétaires, pour plus de justice sociale, fiscale et environnementale. **Dans l'Hérault, nous étions plus de 50 000 dans la rue.**

Face au mécontentement de la rue, le gouvernement a déjà dû abandonner son projet de supprimer deux jours fériés et a suspendu les décrets de doublement des franchises médicales.

Le 2 octobre, les agents de la DDFIP 34 étaient mobilisés pour la 3ème journée en moins d'un mois. Le taux 12,51 % place notre Direction dans le top 10 des directions ayant le plus haut taux de grévistes. Il est urgent que La DGFIP entende enfin ses personnels, ils ne peuvent constamment payer le prix de leur exemplarité.

Nos organisations syndicales exigent :

- Des moyens budgétaires suffisants pour exercer nos missions de service public.
- L'arrêt des suppressions d'emplois à la DGFIP.
- Une revalorisation significative des rémunérations des agents publics.
- L'abrogation du jour de carence et de la baisse de 10 % des rémunérations pendant les congés maladies.
- L'abandon de l'année blanche et la revalorisation des pensions de retraites et des prestations sociales.
- L'abandon du recul de l'âge de la retraite à 64 ans.
- Une véritable justice fiscale avec une hausse de la taxation des hauts revenus.
- L'arrêt des aides massives aux entreprises sans contreparties.

Dans ce contexte et dans l'attente de la désignation d'un nouveau gouvernement qui aura forcément des conséquences sur Bercy et la DGFIP, l'intersyndicale CGT, Solidaires et FO Finances Publiques 34 a décidé de ne pas siéger à ce CSAL.